



*Acta fabula*  
*Revue des parutions*  
vol. 11, n° 2, Février 2010  
DOI : <https://doi.org/10.58282/acta.5501>

---

## La droite littéraire « décomplexée »

**Pascale Fautrier**

Stéphane Giocanti, *Une histoire politique de la littérature*, Paris :  
Flammarion, 2009, 332 p., EAN 9782081219854.

---



### **Pour citer cet article**

Pascale Fautrier, « La droite littéraire « décomplexée » », *Acta fabula*, vol. 11, n° 2, Essais critiques, Février 2010, URL : <https://www.fabula.org/revue/document5501.php>, article mis en ligne le 31 Janvier 2010, consulté le 10 Août 2024, DOI : 10.58282/acta.5501

---

---

# La droite littéraire « décomplexée »

**Pascale Fautrier**

---

Le livre de Stéphane Giocanti est tout ce qu'on veut sauf une « histoire politique de la littérature ». Dans son avant-propos, l'essayiste, par ailleurs biographe de Charles Maurras et de T.S. Eliot, remarque à juste titre que nulle part ailleurs qu'en France, « le mariage de la politique avec la littérature n'a été célébré avec plus de pompe » (p. 10), mais ne s'interroge jamais sur les racines historiques de cette alliance symbolique, au-delà du XIX<sup>e</sup> siècle. Il voit dans les funérailles nationales offertes par la Troisième République à Hugo puis à Zola les deux moments fondateurs de l'alliance entre l'État et le « pouvoir de l'écrivain » (p. 27) et le double acte de naissance de ce « tropisme français selon lequel l'écrivain éclairé doit orienter le bon peuple » (p. 264). En même temps, l'essayiste constate le « divorce qui s'opère au XIX<sup>e</sup> siècle entre l'écrivain et la société » (p. 98) sans penser davantage cette contradiction, et ne s'attarde pas sur le désengagement de la littérature après Sartre (p. 90).

L'auteur s'assigne en revanche de « considérer ce que les écrivains ont fait de la politique » (p. 10), et au lieu d'une réflexion historique, il ébauche une typologie de l'engagement en politique des écrivains français depuis Zola et Hugo, des « *Courtisans* » aux « *Tours d'ivoire* ». Cependant ces catégories, qui donnent leur titre aux 16 chapitres du livre, changent d'objet sans crier gare : caractérisant d'abord le rapport des écrivains au pouvoir politique, elles distinguent ensuite des types de discours (*Les idéologues, Les mystiques, Les pamphlétaires, Les prophètes, Le mythe du sauveur*), puis leur réception (*Les plantés, Vrais et faux maudits*), parfois leurs objets (*Toutes petites causes*) pour se transformer *in fine* en jugements moraux (et politiques) : *Les plantés*<sup>1</sup>, *Les vaillants, Les prudents*.

En fait, cet essai est bel et bien un pamphlet qui ne s'avoue pas tel (et une défense du pamphlet dans le chapitre *Les pamphlétaires*). Dès l'avant-propos, le procès à charge se dessine : l'engagement politique des écrivains n'est que « l'un des plus grands coups que les écrivains aient produits », ayant eu pour effet une « victoire anonyme » de la littérature sur la politique, consentie par des hommes de gouvernements « fascinés » (p. 10). L'engagement politique n'est valable qu'à la

---

<sup>1</sup> « Le lecteur s'étonnera du fait que ce chapitre regroupe surtout des écrivains de gauche », écrit non sans malice St. Giocanti dans son chapitre *Les plantés*, en précisant qu'il s'occupera des « plantés » de droite dans ses chapitres *Le mythe du sauveur* et *Les maudits*.

condition de faire risquer leur vie et leur sécurité aux écrivains (indépendamment de la couleur de leur engagement, il faut reconnaître cette honnêteté à l'auteur). À défaut de cet héroïsme, nécessairement « mystique », mieux vaut adopter la « prudence » d'un Paulhan selon lequel « privilégier le message au détriment du code et de l'art, c'est devenir un *terroriste* » (p. 295). Enfin, il faut attendre la page 261 pour que le désir secret de l'essayiste s'énonce en toutes lettres : « L'histoire de l'antisartrisme n'a pas encore été écrite », déplore Stéphane Giocanti. Que n'a-t-il ouvertement assumé ce projet ? Son livre eût gagné en efficacité et en clarté. Surtout le lecteur n'aurait pas eu le sentiment d'être le jouet d'une rhétorique prudente, sournoise, procédant par allusions et du coup suspecte de ne pas dire tout ce qu'elle aimerait bien pouvoir dire.

Qu'on n'en conclue pas que l'auteur entonne le chant depuis si longtemps consensuel des tenants du désengagement (l'essayiste se rend-il compte qu'à cet égard — l'antisartrisme — il est en retard d'une polémique, au moins). Il conspu au contraire la « modération » molle qui « a le vent en poupe » (p. 305) visant à faire de l'écrivain un « agent de la paix sociale », et enjoint à s'accorder sur un certain « minimum politique », à savoir que « le règne consensuel de la porcherie langagière [...] destinent les modernes populations ahuries à l'esclavage, aux faciles manipulations et aux plus cruelles des indifférences » (p. 306). Autrement dit, la pratique littéraire lorsqu'elle se donne pour fin de « faire vivre dignement la langue française » est l'affirmation d'une *liberté*, qui est le garant de la liberté politique : « le paysage littéraire offre l'image d'une arche de Noé remplie d'oiseaux et de prodiges, de pachydermes et d'insectes dont la liberté sert tantôt le bien, tantôt le mal, la vérité ou l'erreur. Veut-on anéantir ces animaux bizarres, ces chimères, c'est soi-même que l'on tue » (p. 306), explique encore Giocanti. Peut-il y avoir un consensus sur la fonction politique de la littérature ? Malheureusement cet épilogue bâclé ne s'explique pas davantage sur le lien minimal esquissé ici entre la liberté « intérieure », la liberté littéraire et la liberté politique. Ailleurs des remarques compassionnelles sur l'impressionnabilité idiosyncrasique de l'écrivain responsable de le conduire à tous les excès et à toutes les erreurs (voir p. 306, 129, 149) semblent indiquer que les outrances littéraires (et parmi elles celles générées par l'engagement politique), loin d'être condamnables en soi, sont finalement valables en tant qu'elles sont le signe de l'aspiration, souvent fourvoyée, à une « grandeur » et à un « bien » supérieur : « Pour écrire la grandeur, il faut un écrivain » (p. 204), s'enflamme l'essayiste. Ailleurs encore, il affirme sans argumenter que la littérature exprime le fondement mystique (seul sauvable à ses yeux) de l'engagement politique : « on peut se demander si une volonté, une identité ou un être politique peuvent prendre forme sans un point de départ mystique qui constitue en même temps la voie de dépassement de l'appartenance politique. [...] Parce qu'elle se charge d'éléments mystiques, d'une religiosité confuse et d'éléments symboliques

dans la représentation, la littérature contribue donc à former — pour le meilleur et pour le pire — la volonté politique, et une certaine conscience du destin humain. Et il faut alors dégager la conclusion suivante : le déclin de la littérature — ou bien d'une certaine littérature — ne peut que contribuer au déclin de la politique elle-même, à l'atrophie de la volonté, à l'absence d'images, comme d'une entrée dans un monde obscur et sans âme » (p. 112).

À cette étape du livre, le lecteur en est encore à se demander de quelle « littérature » et de quelle « politique » il est question ici. Il est assez vite clair que pour trouver grâce aux yeux de ce commentateur du philosophe chrétien Pierre Boutang, l'inspiration transcendantale du politique doit être catholique et nationale (l'engagement monarchiste, étant à cet égard la voie royale, mais il faut savoir oublier le temporel et se contenter du spirituel). Lorsqu'il en arrive à l'épilogue, le lecteur désormais tout à fait alerté quant au double discours qui est le véritable fil rouge (blanc plutôt) de cet essai, a compris où le conduisait l'exhortation à combattre « le relativisme philosophique et moral qui prévaut » aujourd'hui (p. 128) : dans la « vie poétique d'une langue » réside « le génie d'une nation, d'une culture et d'une civilisation », où se réconcilient « Chateaubriand, Hugo, Maurras, Camus, Barrès, Claudel et Aragon » (p. 306, 307). « Malraux a compris que le phénomène moteur du XX<sup>e</sup> siècle n'était pas le prolétariat, ni même la conscience de classe, mais la nation » (p. 288). Un moment interloqués par cette assertion, on se reprend : mais oui bien sûr, la nation, où avons-nous la tête ? L'identité nationale, bien sûr ! Ça ne vous rappelle rien ?

La conséquence logique de ce présumé chrétien et patriote enfin débusqué, nourri de Maurras et de Barrès, est le traitement de faveur dans l'indignation polémique accordé aux écrivains engagés à gauche et athées, Sartre et Aragon en premier lieu, bien sûr, complices du « totalitarisme », mot exclusivement appliqué dans ce livre au totalitarisme stalinien, tandis que d'autres, pétainistes et collaborationnistes, n'auraient eu que le malheur d'avoir « choisi le mauvais camp » (p. 151) : entendez par là : le camp des vaincus de 1945. Leur cas est traité dans le chapitre *Les maudits* où l'on peut lire ces mots en conclusion : « À trop maudire, on finit par négliger des pans entiers de la littérature, et une telle amnésie ne travaille assurément pas en faveur de la liberté de l'esprit » (p. 166).

Certes. Mais était-il bien utile à l'édification des foules de présenter le hussard Nimier comme un « vaillant » bravant le « sérieux de ses aînés épurateurs qui eurent la chance, non pas seulement d'avoir raison, mais de s'être trouvés dans le bon camp », en réhabilitant « quelques aînés compromis par leur comportement naïf ou courtisan à l'égard de la presse collaborationniste et d'Allemands tentateurs comme Otto Abetz : Jacques Chardonne, Paul Morand » (p. 287). St. Giocanti rappelait pourtant un peu plus haut ce passage d'une lettre de Chardonne à

Paulhan : « la France était morte, Hitler est notre providence » (p. 138). Quant au pétainisme de Maurras, l'essayiste lui reproche seulement de n'avoir pas compris que « le pouvoir du Maréchal avait disparu presque entièrement en 1942 » (p. 138). Il défend Michel Déon, justement « indigné par la toute-puissance de la République gaullienne et les mesures liberticides qui ont répondu aux combats pour l'Algérie française » (p. 125), et se sent solidaire de Pierre Boutang, scandalisé par les « campagnes menées contre l'armée et la dénonciation de la torture [...] parce qu'elles ne font voir qu'un côté du problème » (p. 127)...

On comparera cette indulgence, voire cette adhésion à des positions que le lecteur appréciera, avec ce passage sur le *Saint-Genêt comédien et martyr* de Sartre qualifié de « nouveau traité de la haine et de l'ordure » rejoignant « l'inventivité vomitive de Rebatet et Céline » (p. 144). Ce serait cependant tomber dans le piège de St. Giocanti que de contre-attaquer sur ce terrain : après tout, il n'est pas inutile de relire tel passage d'Aragon sur la « science prodigieuse de la rééducation de l'homme » (p. 134) ou telle phrase lapidaire de Sartre sur la nécessité de la peine de mort politique (p. 143)<sup>2</sup>. Et on jugera même plutôt stimulant le souci de ce nouveau disciple de Léon Bloy de vouloir bousculer les panthéons littéraires établis, ou de situer l'engagement de Sartre et de Malraux dans le « sillage » de Maurras (p. 75)... On admirera au passage les subtils distinguos dans l'appréciation des écrivains collaborationnistes, et le savant brouillage des pistes à des fins qu'on préfère ne pas interroger...

Inutile cependant de s'énerver sur telle assertion manifestement due à la volonté polémique (un peu rebattue, cependant) ou à la méconnaissance d'œuvres qu'à l'évidence St. Giocanti a lues avec moins d'attention que Mistral, Barrès ou Maurras<sup>3</sup>. Et autant concéder tout de suite qu'il vaut mieux s'interroger sérieusement : est-il véritablement pertinent de chercher à dédouaner la prose de Sartre ou celle d'Aragon (ou encore de Céline) des énormités qu'elle contient au nom de ses qualités purement littéraires, comme c'est la coutume aujourd'hui, ou de prétendre les expliquer par leur contexte historique ?

Cependant, avant de s'accorder avec St. Giocanti pour fustiger ces exercices d'« évitement du politique » (p. 266) et reconnaître avec lui et Albert Thibaudet que « l'histoire de la littérature ne consiste pas seulement dans l'histoire des formes, mais dans l'histoire des idées formulées et agissantes » (p. 246), il faut tout de même s'interroger sur cette offensive d'une droite littéraire « décomplexée ». Parce

<sup>2</sup> Cf. Pascale Fautrier, « Pour Sartre, de Michel Contat : du grand écrivain à l'intellectuel révolutionnaire médiatique », *Critique* n°739, décembre 2008.

<sup>3</sup> Visiblement l'essayiste ignore par exemple la signification du mot « salaud » chez Sartre (p. 140), et on se demandera où il est allé chercher ces bataillons d'« écrivains communistes » inventant une « esthétique 'socialiste' de la littérature, tendant à collectiviser les auteurs » (p. 83), sinon dans son imagination échauffée.

que c'est tout de même bien de cela qu'il s'agit, quelque précaution que prenne l'auteur pour nuancer son propos. Il n'y a pas qu'en politique que la réplique à cette offensive violemment *réactionnaire* se fait attendre. Et à force d'« évitement du politique » en effet, et d'auto-flagellation, il faudrait faire un peu attention à ce qu'on fait en acceptant le consensus politique que St. Giocanti nous propose sous couvert de dénonciation vague du « pouvoir dominateur de l'argent et [de]l'ossature ploutocratique du régime démocratique — que les écrivains de gauche et les anarchistes appellent la domination bourgeoise » (p. 171), ou de déploration de la modernité, « conspiration universelle contre toute espèce de vie intérieure » (Bernanos, cité p. 173). Comment ne pas se souvenir que dans l'entre-deux-guerres, une telle rhétorique pouvait aussi bien être celle des fascistes du 6 février 34 ?

Parce qu'il faut bien en venir à ce qui empêche d'une manière plus essentielle Stéphane Giocanti d'écrire une histoire politique de la littérature digne de ce nom. Il ne s'agit pas seulement de sa hâte un peu brouillonne d'en finir avec les « contrôleurs de la littérature » (p. 262), tous de gauche et athées, forcément, on l'aura compris, et qui nous interdisent d'aimer les écrivains chrétiens et de droite. L'obstacle majeur en est le souci de l'auteur de se placer dans la lignée de ces « antimodernes » dont le trait le plus saillant est selon lui « l'incrédulité à l'égard des illusions démocratiques » (p. 267). Pour dire les choses plus clairement encore, on a affaire ici à un énième avatar de la « haine de la démocratie », très justement caractérisée par Jacques Rancière<sup>4</sup> dans son livre de 2005. On opposera d'ailleurs le livre de St. Giocanti (pas seulement sur ce plan : tout oppose, à commencer par le minimal effort de *pensée* qu'on cherche en vain dans celui-ci) à cet autre livre de Jacques Rancière plus récent *Politique de la littérature*<sup>5</sup>, qui posait au contraire l'idée démocratique, comme fondatrice de la modernité (politique et littéraire) issue de la Révolution française. La détestation viscérale de St. Giocanti pour la Révolution, son admiration des *Carmélites* de Bernanos le dit assez<sup>6</sup>, l'aveugle sur le caractère totalement déterminant de cet événement pour penser les rapports entre la politique et la littérature depuis deux siècles. Selon J. Rancière au contraire, la Littérature moderne naît du discours révolutionnaire, défini par une tentative d'appropriation de la subjectivation aristocratique propre aux Belles-Lettres classiques par les nouveaux acteurs politiques de la société sans ordre en train de naître. Cependant, le philosophe s'efforçait de distinguer ce qu'il nommait la *parole*

<sup>4</sup> Jacques Rancière, *La Haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique éditions, 2005.

<sup>5</sup> Jacques Rancière, *Politique de la littérature*, Galilée, 2007. Cf. Pascale Fautrier, « Qui a peur d'Emma Bovary ? », recension du livre de Jacques Rancière, *Politique de la Littérature : Acta Fabula*, Novembre-décembre 2007 (volume 8, numéro 6), URL : <http://www.fabula.org/revue/document3632.php>

<sup>6</sup> Cf. : « Les carmélites de Bernanos étaient quant à elle vouées à la paix et à la prière, victimes d'une vision de l'histoire dont les héros de Malraux sont les héritiers et les complices », p. 111 : il s'agit ici bien sûr du Malraux de *La Condition humaine* et de *L'Espoir*.

*démocratique* du nouveau régime de l'art d'écrire qui en est résulté selon lui, caractérisé par cette désubjectivation que Foucault appela en son temps la « mort de l'auteur ». Trop pressé quant à lui de sauver un certain formalisme littéraire issu de Baudelaire, Flaubert, Mallarmé, en voie actuelle de liquidation, aussi bien d'ailleurs que d'enterrer définitivement Sartre (ou comment certaines pensées symétriquement opposées se rejoignent...), Rancière était lui aussi en retard d'une guerre.

C'est qu'au fond, la question véritable n'est pas de se demander avec St. Giocanti ce que les écrivains ont fait de la politique, ni, avec Rancière, ce que la politique (révolutionnaire et post-révolutionnaire) a fait de la littérature, mais tenter de saisir ce qu'il y a de proprement *littéraire* dans la politique révolutionnaire (mais aussi dans une certaine subjectivation pré-révolutionnaire lorsqu'elle s'oppose au pouvoir politique ou au pouvoir religieux) en même temps que ce qu'il y a de *politique* dans la pratique littéraire. Le concept de *littérarité* défini par Rancière comme une « radicale démocratie de la lettre » commune à la *parole démocratique* et à l'écriture formelle est à cet égard utile<sup>7</sup> ; il faudrait le repenser dans le contexte plus général d'une histoire de la subjectivité occidentale. Les travaux historiques sur les pratiques littéraires existent déjà largement, sur lesquels il serait possible de s'appuyer pour analyser la fonction de la littérature dans la lutte pour la souveraineté individuelle depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, et mettre au jour les différents types de subjectivation aristocratique ou autres à l'œuvre dans les textes littéraires dans leurs rapports complexes aux différents régimes, idéologies politiques, et pouvoir religieux. Seul ce travail permettrait de cerner la place spécifique de la Littérature en France dans la naissance de l'État moderne bien avant la Révolution autant qu'après, et le rôle que son institutionnalisation (bien antérieure à la Troisième République, qui s'inscrit dans cette tradition) a pu jouer dans la constitution d'une symbolique nationale indépendante de la spiritualité religieuse<sup>8</sup>.

L'autre point aveugle de St. Giocanti est bien entendu la question de la religion. Une telle réflexion ne peut être menée que si l'on est capable de prendre en compte un désir de souveraineté individuelle (la liberté) qui ne cherche pas à se soutenir métaphysiquement par une transcendance religieuse (un modèle moral déjà constitué : paradigmatiquement, la vie du Christ), et qui soit en elle-même projet de dépassement — ou si l'on veut, désir de subjectivation<sup>9</sup> : désir de se constituer son

<sup>7</sup> Une « radicale démocratie de la lettre » seulement soumise à la « capacité d'appropriation » du lecteur, de l'écrivain, du locuteur quelconque. Sur le plan littéraire, cela induit une absence de frontière entre langage de l'art et langage de la vie quelconque, entre l'écrivain, son personnage et son lecteur (et la destruction du principe hiérarchique entre sujets, langages, personnages qui régissaient les Belles-Lettres classiques). Sur le plan politique, la *littérarité* est précisément ce qui permet la promotion politique des êtres quelconques voués à la répétition de la vie, et donc au « n'importe qui » égalitariste et interchangeable.

<sup>8</sup> Cf. Pascale Fautrier, *Les grands manifestes littéraires*, Paris : Gallimard, coll. "Folio plus classiques", 2009, 255 p.

propre corpus de principes, son éthique et sa méthode pratique, pour se fonder comme sujet conscient et responsable de ses actes. Où il ne s'agit plus de faire l'inventaire d'une *identité* (subjective, nationale ou autre) déjà constituée, mais de définir un projet et des pratiques (spirituelles si l'on veut) pour le mettre en œuvre. Il faudrait pouvoir constituer en objet de l'histoire cette spiritualité laïque que Foucault nommait le mode d'assujettissement esthétique ou *esthétique de l'existence*<sup>10</sup> (dont il avait cherché la source dans la philosophie antique pré-chrétienne), et situer la littérature dans ce cadre comme pratique « spirituelle » majeure.

On voit en tout cas qu'avant de se lancer dans le très ambitieux chantier d'écrire une « histoire politique de la littérature », le minimum d'honnêteté intellectuelle serait de définir clairement et nettement ses présupposés philosophiques. On peut lire dans le livre de Stéphane Giocanti la phrase suivante, chargée d'ironie sous sa plume : « La politique n'est jamais que la religion de l'homme — une manière d'obtenir le premier rôle, quitte à expirer sur scène » (p. 241). Telle est en tout cas, en effet, (ou telle fut) la politique de la littérature dont il faudrait écrire l'histoire. On peut légitimement se demander si cette histoire est finie, mais on ne peut pas faire comme si elle n'avait pas existé, quel que soit le soupçon (chrétien ou « moderniste ») que l'on fait peser sur ce que l'on peut considérer comme une arrogance humaniste.

---

<sup>9</sup> « J'appelle subjectivation le processus par lequel on obtient la constitution d'un sujet, plus exactement d'une subjectivité, qui n'est évidemment que l'une des possibilités données d'organisation d'une conscience de soi », Michel Foucault, « Le retour de la morale », *Dits et Écrits, op. cit.*, t. II, p. 1525.

<sup>10</sup> Que Foucault oppose au mode d'assujettissement moral, paradigmatiquement le sujet de la morale chrétienne : Cf. Pascale Fautrier, « La scrittura etopoietica: forgiare un'inedita estetica dell'esistenza (Michel Foucault) » (p.107) in *Scritture Relazionali Autopoietiche*, A cura di Orazio Maria Valastro N. 4, Aracne Editrice S.r.l., Roma, aprile 2009 (ISBN 978-88-548-2457-7 © 2009)



## PLAN

---

## AUTEUR

---

Pascale Fautrier

[Voir ses autres contributions](#)

Courriel : [fautrierpascale@yahoo.fr](mailto:fautrierpascale@yahoo.fr)